

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/25/CAN

2 décembre 1997

(97-5275)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais/français

SUBVENTIONS

Notifications de mise à jour présentées conformément à l'article XVI:1
du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

CANADA

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après,
datée du 22 octobre 1997.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Programmes économiques des autochtones	3
2. Programme Entreprise Atlantique	3
3. Bureau de promotion des industries du bois (BPIB)	4
4. Institut canadien des recherches avancées	4
5. Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement	5
6. Programme d'encouragement à la recherche-développement dans la technologie des communications	6
7. Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	6
8. Ententes de développement économique et régional/Ententes-cadres de développement	7
9. Programme de commercialisation de technologies environnementales	7
10. Programme de développement industriel et régional	8
11. Programme de la micro-électronique et du développement des systèmes	9
12. Programme national de démonstration de réseaux d'entreprises	9
13. Initiatives de développement économique du nord de l'Ontario	10
14. Programme d'adaptation aux fermetures de bases de l'Ontario	10
15. Programme de développement des collectivités de l'Ontario	11
16. Programme de développement des communications par satellite	11
17. Programme des campagnes sectorielles (initiatives sectorielles de compétitivité) . .	12
18. Loi sur les prêts aux petites entreprises	12
19. Programme de développement de technologies environnementales pour le fleuve Saint-Laurent	13

20.	Programme des technologies stratégiques	13
21.	Programme de mise en valeur de la technologie/Programme de recherche des possibilités technologiques en Europe	14
22.	Programme de partenariats technologiques	15
23.	Programme de développement industriel relié aux transports dans l'Ouest	15
24.	Programme d'aide à la recherche industrielle	16
25.	Programme d'aide de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique	16
26.	Programme de coopération	17
27.	Programme diversi-pêches	18
28.	PRISOM	18
29.	PRIEM	19
30.	Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec	19
31.	Fonds de développement de Montréal	20
32.	Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	21
33.	IDEE-PME	22
34.	Programme de développement des collectivités (PDC)	22
35.	Québec côtier	23
36.	Partenariats technologiques Canada	23
37.	Programme de développement des collectivités - Ouest canadien	24
38.	Programme de développement des collectivités - Provinces atlantiques	25

PROGRAMMES AGRICOLES

A.	Eléments de la Loi sur la protection du revenu agricole	25
1.	Régime d'assurance-revenu brut	25
2.	Assurance-récolte	26
3.	Programme national tripartite de stabilisation	27
4.	Subvention aux produits laitiers	28
5.	Programme de transition concernant les porcs	29
6.	Programme de transition concernant les pommes	29
B.	Bétail et produits d'origine animale	
1.	Programme d'aide au transport des céréales fourragères	30
2.	Fonds de rajustement de l'aide au transport des céréales	31
C.	Cultures et produits d'origine végétale	
1.	Mesures de soutien et d'adaptation en agriculture I et II	31
2.	Programme d'accroissement des liquidités	32
3.	Programme relatif aux paiements de transition du grain de l'Ouest	34
4.	Programme d'ajustement concernant la luzerne déshydratée et le foin comprimé	35
	Tableau 1 - Bilan des produits laitiers	36
	Tableau 2 - Bilan de la viande porcine	37
	Tableau 3 - Bilan de la viande de boeuf	37
	Tableau 4 - Bilan de la viande de veau	38
	Tableau 5 - Bilan de la viande ovine	38
	Tableau 6 - Bilan des céréales et des oléagineux	39
	Tableau 7 - Bilan des fruits frais	42
	Tableau 8 - Haricots secs	43

Introduction

La notification du Canada comprend les programmes en faveur des produits agricoles et industriels, y compris l'aide à la recherche-développement, l'aide fédérale provinciale à frais partagés et l'aide au développement régional. Le processus de notification a pour but de préciser le fonctionnement des programmes ou des mesures, dans un souci de transparence. A cet égard, conformément à l'article 25.7 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la notification des programmes ou des mesures ne préjuge ni de leur statut, ni de leur nature, ni de leurs effets au regard de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ou du GATT de 1994.

1. PROGRAMMES ECONOMIQUES DES AUTOCHTONES

1. Programmes: Programme de développement d'entreprises autochtones et d'entreprises en participation et Programme des sociétés de financement des autochtones.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ces programmes ont pour but d'accroître les activités d'entreprises commerciales appartenant à des autochtones de façon à leur permettre de faire un grand pas vers l'autonomie économique. Ils leur fournissent aide financière et conseils à différentes étapes et pour plusieurs aspects du développement de leur entreprise. On s'attend que les autochtones profitent grandement de ces programmes et que cela se traduise par une accélération de la création d'entreprises ainsi que par une viabilité, une croissance et un rendement accrus des entreprises.

4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur le Ministère de l'industrie.

5. L'aide est offerte sous forme de contributions, remboursables ou non.

Les programmes comportent un certain nombre d'éléments précis auxquels est associée une limite au titre du partage des frais. En 1995/96, la contribution moyenne représentait 32 pour cent du coût du projet.

6. Dans le cadre de ces programmes, l'aide est offerte pour le développement d'entreprises, d'entreprises en participation et de sociétés de financement appartenant à des autochtones.

7. Le Ministère de l'industrie a versé 56 206 932 dollars durant l'année financière 1994/95 et 40 140 588 dollars au cours de l'année financière 1995/96.

8. Les programmes ont été mis sur pied en 1990.

2. PROGRAMME ENTREPRISE ATLANTIQUE

1. Programme: Programme Entreprise Atlantique.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ce programme visait à encourager la croissance économique à long terme de la région de l'Atlantique par des mesures d'aide qui encouragent les dépenses d'équipement.

4. L'aide était offerte en vertu de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie, laquelle a été remplacée par la Loi sur le Ministère de l'industrie.

5. L'aide prenait la forme soit de contributions visant à réduire les charges d'intérêts à concurrence de 6 points de pourcentage, soit d'une assurance spéciale sur les prêts qui couvrait jusqu'à 95 pour cent de la valeur du prêt avec l'accord du Ministre des finances (la limite habituelle étant de 85 pour cent). Le prêteur était tenu de payer des frais annuels de 1 pour cent au titre de l'assurance.

6. Le Programme Entreprise Atlantique offrait une aide financière aux entreprises de la région de l'Atlantique qui oeuvraient dans de nombreux secteurs industriels. Il était axé sur la mise en place d'installations économiquement viables ainsi que sur des projets de modernisation ou d'agrandissement qui n'auraient pas pu être réalisés autrement.

7. Les dépenses du Ministère de l'industrie ont totalisé 1 129 629 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et 1 427 993 dollars pendant l'année financière 1995/96. Les dépenses de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique ont atteint 568 642 dollars pendant l'année financière 1994/95 et 55 690 dollars pendant l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été mis sur pied en 1986. Le 31 décembre 1990 était la date limite fixée pour la présentation des engagements financiers du gouvernement.

3. BUREAU DE PROMOTION DES INDUSTRIES DU BOIS (BPIB)

1. Programme: Bureau de promotion des industries du bois.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ce programme a pour but de soutenir les activités de développement du marché menées par les associations professionnelles, afin d'élargir la base des marchés étrangers; de réduire la dépendance des produits de base en bois, tels que le bois de sciage, le contreplaqué et autres panneaux dérivés du bois, à l'égard du marché nord-américain qui est très cyclique; d'améliorer l'accès aux marchés étrangers et d'encourager une meilleure utilisation des ressources par la production et l'exportation de produits dérivés du bois.

4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur le Ministère de l'industrie.

5. L'aide est accordée sous forme de contributions non remboursables au BPIB, organisme privé sans but lucratif basé au Québec. Le BPIB a pour rôle d'accroître la présence des producteurs de produits du bois de l'Est canadien sur les marchés étrangers, en particulier en Europe.

6. Ce programme fournit une aide aux projets visant à élargir le marché des industries des produits de base et des produits manufacturés dérivés du bois.

7. Les dépenses effectuées dans le cadre du programme ont totalisé 290 000 dollars au cours de l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été approuvé en novembre 1995 et la date limite fixée pour la présentation des engagements du gouvernement est décembre 1999.

4. INSTITUT CANADIEN DES RECHERCHES AVANCEES

1. Programme: Institut canadien des recherches avancées.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. L'aide financière accordée dans le cadre de ce programme vise à accroître la productivité nationale au chapitre de la recherche, du développement et de l'éducation, à améliorer la productivité des industries de transformation et de services ainsi qu'à mettre au point les technologies d'information de l'avenir.
4. Le programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide financière est accordée à l'Institut canadien des recherches avancées, lequel est une institution privée sans but lucratif. De 1986 à 1993, l'aide a été offerte sous forme de dons. Depuis 1994, elle est accordée sous forme de contributions non remboursables. La méthode utilisée pour calculer l'aide fédérale a varié au fil des ans. Cette aide est actuellement calculée en fonction du moindre des montants suivants: a) 50 pour cent des coûts admissibles; b) 50 pour cent des revenus totaux de l'Institut provenant de sources autres que le gouvernement fédéral; ou c) un montant fixe (environ 3,5 millions de dollars).
6. L'Institut aide des réseaux de chercheurs exceptionnels de tout le Canada à se pencher sur des problèmes complexes d'ordre scientifique, social et économique qui risquent d'exister à long terme.
7. Les dépenses effectuées dans le cadre de ce programme se sont élevées à 3 497 500 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et à 3 361 342 dollars durant l'année financière 1995/96.
8. Le programme a été mis sur pied en 1986.
5. RESEAU CANADIEN POUR L'AVANCEMENT DE LA RECHERCHE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENSEIGNEMENT
 1. Programme: Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement.
 2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
 3. Cet organisme sans but lucratif a pour objectif: a) d'accroître la productivité nationale dans les domaines de la recherche, du développement et de l'enseignement; b) d'améliorer la productivité des industries de transformation et de services; et c) de mettre au point les technologies d'information de l'avenir.
 4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
 5. L'aide est accordée sous forme de contributions non remboursables. Elle peut atteindre 50 pour cent ou 100 pour cent des coûts admissibles, selon le type de projet.
 6. L'aide financière est accordée à CANARIE Inc., organisme sans but lucratif chargé de planifier, de mettre en oeuvre et de gérer le réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement, en ce qui concerne les projets de recherche-développement qui ont pour but de mettre au point les technologies d'information de l'avenir ainsi que de diffuser et d'appliquer ces technologies dans l'ensemble de l'industrie et sur la scène économique en général.
 7. Les dépenses ont totalisé 19 022 013 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et 19 351 013 dollars au cours de l'année financière 1995/96.
 8. Le programme a été approuvé en avril 1993 et la date limite fixée pour la présentation des engagements du gouvernement est mars 1999.

6. PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT A LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT DANS LA TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS

1. Programme: Programme d'encouragement à la recherche-développement dans la technologie des communications.
2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. Le programme avait pour objectifs d'aider les entreprises canadiennes à constituer une masse critique et à développer un savoir-faire unique et de les encourager à devenir des chefs de file dans le domaine de la technologie des médias, du transfert électronique de données et des communications de pointe.
4. Ce programme relevait de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie.
5. Le programme comportait plusieurs éléments; toutefois, le partage des frais correspondait en moyenne à 50 pour cent des coûts admissibles.
6. Ce programme avait pour but de promouvoir la croissance économique en encourageant les entreprises à mettre au point des technologies de communication et en les incitant à devenir compétitives ou à le demeurer.
7. Les dépenses ont totalisé 5 960 089 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et 2 905 935 dollars pendant l'année financière 1995/96.
8. Le programme a été créé en 1992 et a pris fin en février 1995.

7. PROGRAMME DE PRODUCTIVITE DE L'INDUSTRIE DU MATERIEL DE DEFENSE

1. Programme: Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense.
2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. L'objectif premier de ce programme est de favoriser la croissance économique du Canada en encourageant la production viable de matériel de défense ou de matériel connexe. Accessoirement, il a pour but de développer une base industrielle dans le domaine de la défense et de conserver un savoir-faire technologique en la matière.
4. Le programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions, remboursables dans certains cas, qui représentent jusqu'à 50 pour cent des coûts admissibles.
6. L'aide est accordée pour les activités suivantes: recherche-développement (matériel défense et matériel connexe et technologies en la matière), établissement de fournisseurs canadiens qualifiés, aide financière (acquisition de biens d'équipement perfectionnés et modernisation des capacités de fabrication ou de conception) et études de faisabilité commerciale (spécifications des produits et caractéristiques des marchés).
7. Les dépenses ont totalisé 214 082 406 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et 93 017 872 dollars au cours de l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été mis en place en 1959 et a depuis cette date été modifié à de nombreuses reprises. Il n'y a pas eu de nouveaux engagements financiers depuis le 1er mars 1995.

8. ENTENTES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET REGIONAL/
ENTENTES-CADRES DE DEVELOPPEMENT

1. Programme: en 1984, le gouvernement fédéral a négocié et signé une série d'ententes-cadres avec chaque province. Le programme est également administré par un organisme de développement régional.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ces ententes ont pour but d'améliorer le développement économique et régional de chaque province et d'instaurer un environnement permettant à chaque province de réaliser son potentiel économique grâce, notamment, au renforcement de la compétitivité de chacune, au développement et au renforcement des entreprises et à la création d'emplois.

4. Ces ententes relevaient de la Loi sur le Ministère de l'industrie et des lois antérieures.

5. Toutes les ententes étaient coprésidées par les provinces et l'aide prenait la forme de dons, de contributions, remboursables ou non, et de prêts.

6. Il existait et il existe toujours diverses sous-ententes par rapport aux ententes-cadres de développement qui permettent d'offrir une aide pour des activités dans un certain nombre de domaines comme le développement industriel, la science et la technique, les communications, le tourisme, le développement des petites entreprises, etc.

7. Les dépenses du Ministère de l'industrie ont totalisé 32 458 225 dollars pendant l'année financière 1994/95 et 68 563 558 dollars pendant l'année financière 1995/96. Les dépenses du Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest se sont élevées à 118 860 dollars pendant l'année financière 1994/95. Cet organisme n'a pas engagé de dépenses pendant l'année financière 1995/96.

8. Toutes les sous-ententes mentionnées au paragraphe 6 ont été approuvées à des dates différentes et pour la plupart d'entre elles il n'y a pas de nouveaux engagements financiers.

9. PROGRAMME DE COMMERCIALISATION DE TECHNOLOGIES
ENVIRONNEMENTALES

1. Programme: Programme de commercialisation de technologies environnementales.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Le programme a pour but de proposer des solutions nouvelles à des problèmes environnementaux et de stimuler l'activité économique au Canada par le partage des risques financiers liés au développement, à l'expérimentation et à la commercialisation de nouvelles techniques dans le cadre de projets pilotes et de projets témoins.

4. Le programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.

5. Les contributions maximales correspondent au moindre des deux montants suivants: 75 pour cent des coûts admissibles ou 50 000 dollars. En ce qui concerne les projets de développement/projets témoins, les contributions correspondent au moindre des deux montants

suivants: 50 pour cent des coûts admissibles ou 5 millions de dollars. Lorsque l'aide est supérieure à 100 000 dollars, la somme est remboursable, grâce normalement aux bénéfices découlant de la commercialisation des technologies.

6. Le programme offre une aide financière à des coentreprises et consortiums formés par des sociétés à but lucratif. Parmi les partenaires peuvent figurer des entreprises du secteur environnemental, des universités et des établissements de recherche. Le groupe ainsi formé doit avoir les moyens d'expérimenter et de commercialiser avec succès les nouvelles technologies environnementales.

7. Les dépenses ont totalisé 4 523 587 dollars durant l'année financière 1994/95 et 1 366 983 dollars au cours de l'année financière 1995/96.

8. Ce programme a vu le jour en octobre 1991. Sous réserve des fonds disponibles, de nouvelles demandes peuvent être acceptées jusqu'au 31 mars 1997.

10. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET REGIONAL

1. Programme: Programme de développement industriel et régional, administré par le Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ce programme avait pour objectif de promouvoir le développement industriel et régional en appuyant les projets, les secteurs ou les technologies offrant les plus grandes possibilités en matière de rentabilité économique, de croissance durable et de compétitivité internationale.

4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional.

5. Grâce à ce programme, des entreprises et des organisations sans but lucratif ont pu bénéficier d'une aide financière sous forme de dons, de contributions, remboursables ou non, et de prêts garantis. Le montant maximal des dons et contributions variait entre 25 pour cent et 100 pour cent; le montant maximal des garanties de prêts correspondait à 90 pour cent du principal et des intérêts.

6. Une grande variété de projets ont ainsi bénéficié d'une aide, notamment des études de faisabilité, la création de nouveaux produits ou de nouveaux procédés, la construction de nouvelles usines, la modernisation ou l'agrandissement d'installations industrielles existantes et la commercialisation.

7. Les paiements du Ministère de l'industrie au titre des garanties ont totalisé 38 210 902 dollars pendant l'année financière 1994/95 et il n'y a pas eu de paiements au titre des garanties durant l'année financière 1995/96. Les dons et contributions (remboursables ou non) ont atteint 1 133 199 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et aucune dépense à titre de don ou de contribution n'a été engagée pendant l'année financière 1995/96. Les dépenses du Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest ont atteint 1 040 828 dollars durant l'année financière 1994/95 et 2 115 496 dollars pendant l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été créé en 1983. La date limite pour la présentation des engagements financiers du gouvernement était le 30 juin 1988. Les dépenses ci-dessus correspondent à des engagements antérieurs à juin 1988.

11. PROGRAMME DE LA MICRO-ELECTRONIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES

1. Programme: Programme de la micro-électronique et du développement des systèmes.
2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. Le programme a pour objectif d'améliorer la compétitivité internationale et de favoriser la croissance des industries manufacturières, des industries de transformation et des industries de services du secteur micro-électronique du Canada. La stratégie du gouvernement consiste à inciter les entreprises de développement des systèmes et de micro-électronique à participer à la réalisation de cet objectif en partageant avec elles les risques liés au développement de techniques micro-électroniques avancées ainsi que de techniques et systèmes d'information de pointe.
4. Ce programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions, remboursables ou non, jusqu'à concurrence de 50 pour cent des coûts admissibles (25 pour cent des coûts lorsqu'il s'agit de matériel destiné à un usage spécial).
6. L'aide s'adresse à toutes les entreprises qui disposent de systèmes internes d'ingénierie, aux sociétés qui se spécialisent dans l'intégration des systèmes ainsi qu'aux concepteurs de systèmes micro-électroniques avancés.
7. Les dépenses ont totalisé 4 465 726 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et 714 917 dollars pendant l'année financière 1995/96.
8. Le programme a vu le jour en 1987.

12. PROGRAMME NATIONAL DE DEMONSTRATION DE RESEAUX D'ENTREPRISES

1. Programme: Programme national de démonstration de réseaux d'entreprises.
2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. L'aide financière a pour but d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) à surmonter les obstacles qui s'opposent à la création de réseaux d'entreprises.
4. Ce programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions non remboursables. L'aide maximum est de 50 pour cent des coûts admissibles encourus par les entreprises participantes.
6. L'aide est offerte à la Chambre de commerce pour l'exécution du Projet national de démonstration de réseaux d'entreprises qui a pour objet de démontrer aux entreprises les avantages de la création de réseaux d'entreprises.
7. Les dépenses ont totalisé 350 000 dollars pendant l'année financière 1994/95 et 974 499 dollars pendant l'année financière 1995/96.
8. Le programme a vu le jour en 1994 et il n'y aura plus d'engagements après le 31 mars 1997.

13. INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU NORD DE L'ONTARIO

1. Programmes: Programme d'encouragement aux entreprises et Initiative collective de commercialisation du tourisme.
2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. Ces initiatives ont pour but d'encourager la croissance et la diversification de l'économie du nord de l'Ontario en accordant une aide financière et d'autres aides aux petites et moyennes entreprises du secteur privé et en favorisant les activités touristiques dans le nord de cette province.
4. Ces programmes relèvent de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions, remboursables ou non. Le programme comporte un certain nombre d'éléments auxquels est associée une limite au titre du partage des frais; ces limites ont changé au fil des ans, s'échelonnant de 35 pour cent à 90 pour cent.
6. L'aide est offerte aux petites et moyennes entreprises du nord de l'Ontario. Parmi les projets admissibles, on trouve l'amélioration de la qualité, de la technologie et de la gestion en matière de recherche-développement; la création de nouvelles entreprises; l'agrandissement ou la modernisation d'entreprises existantes; la commercialisation; et les études de faisabilité.
7. Les dépenses effectuées dans le cadre de ces programmes ont totalisé 7 283 855 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et 5 502 227 dollars pendant l'année financière 1995/96.
8. Les programmes ont été créés en 1987.

14. PROGRAMME D'ADAPTATION AUX FERMETURES DE BASES DE L'ONTARIO

1. Programme: Programme d'adaptation aux fermetures de bases de l'Ontario.
2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. Le programme a pour but d'aider les collectivités touchées par la fermeture des bases militaires à faire face aux incidences économiques de cette mesure. Il permettra d'aider les collectivités à procéder à des études de planification, à évaluer les possibilités de développement économique et à mettre en oeuvre des mesures de développement économique.
4. Le programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions, remboursables ou non. L'aide maximale représente 50 pour cent ou 90 pour cent des coûts admissibles, selon le type de projet.
6. L'aide va à des projets qui portent sur les besoins de développement économique des collectivités touchées par la fermeture des bases de l'Ontario.
7. Les dépenses ont atteint 319 550 dollars pendant l'année financière 1994/95 et 317 926 dollars au cours de l'année financière 1995/96.
8. Le programme a été créé en 1994 et aucun engagement ne sera pris par le gouvernement après le 31 mars 1999.

15. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIVITES DE L'ONTARIO

1. Programme: Programme de développement des collectivités de l'Ontario.
2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. Ce programme vise à soutenir financièrement certaines collectivités de l'Ontario afin de les aider à développer et à diversifier leur économie au travers des activités suivantes: organisation de leurs ressources en vue d'évaluer les problèmes locaux; développement des infrastructures humaines, institutionnelles et physiques; mise en oeuvre de stratégies de développement des entreprises, de l'emploi et de l'économie; développement de l'économie locale par la création d'emplois dans le secteur privé; et fourniture d'un éventail de services commerciaux et d'information à la communauté des petites et moyennes entreprises basées en dehors des zones métropolitaines de l'Ontario.
4. Ce programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est offerte sous forme de contributions remboursables.
6. Ce programme fournit un capital d'expansion et de développement sous forme de prêts remboursables, de prises de participation ou de garanties d'emprunt aux nouvelles entreprises ou aux entreprises en expansion, offre des conseils et autres aux petites entreprises nouvelles ou existantes au sein des collectivités et, en collaboration avec des partenaires locaux, élabore un plan de développement économique de la collectivité dont il supervise la mise en oeuvre.
7. Le programme relève du Ministère du développement des ressources humaines du Canada (DRHC) depuis mai 1995. Les dépenses du Ministère de l'industrie ont totalisé 5 000 944 dollars pendant l'année financière 1995/96.
8. Le programme a été mis sur pied en 1986 par le Ministère du DRHC et le gouvernement prend continuellement des engagements.

16. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS PAR SATELLITE

1. Programme: Programme de développement des communications par satellite.
2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. Ce programme a pour objectif d'encourager la mise au point de services de communications avancées destinés aux Canadiens.
4. Ce programme relevait de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie.
5. L'aide était offerte sous forme de contributions non remboursables. Bien que le programme ne soit assujéti à aucune limite en ce qui concerne le partage des frais, le coût du projet est généralement partagé à parts égales.
6. Le programme assume une partie des frais de recherche-développement des industries canadiennes de communications par satellite.
7. Les dépenses ont totalisé 2 165 170 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et il n'y a pas eu de dépenses pendant l'année financière 1995/96.

8. Le programme, qui avait vu le jour en 1986, a pris fin en février 1995.

17. PROGRAMME DES CAMPAGNES SECTORIELLES (INITIATIVES SECTORIELLES DE COMPETITIVITE)

1. Programme: Programme des campagnes sectorielles.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Les campagnes sectorielles avaient pour but d'accroître la compétitivité internationale de certains secteurs de l'industrie canadienne en encourageant l'Etat et l'industrie à collaborer. Elles consistaient à améliorer la position concurrentielle de certains secteurs industriels par l'augmentation des projets de recherche-développement entrepris par des sociétés, des fournisseurs, des établissements de recherche et des universités. Ce programme avait pour effet de retirer l'aide gouvernementale qui était accordée pour l'accroissement des capacités ou les techniques traditionnelles au profit de l'intensification des efforts de recherche-développement et d'innovation et du développement des marchés.

4. Ce programme relevait de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie.

5. L'aide était offerte sous la forme de contributions, remboursables ou non. Les contributions maximales accordées pour les divers éléments ont changé au fil des ans, mais elles étaient généralement de 50 pour cent ou 75 pour cent.

6. Les initiatives permettaient d'accorder une aide dans les domaines suivants: consultation, échange d'informations, promotion, projets novateurs et études. Les secteurs industriels suivants pouvaient bénéficier de ce programme: techniques de fabrication avancées, pièces d'automobile, éco-industrie, mode, meubles, produits forestiers, appareils médicaux, micro-électronique, matériel de télécommunication et logiciels.

7. Les dépenses ont totalisé 30 115 299 dollars pendant l'année financière 1994/95 et 18 594 120 dollars pendant l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été créé en 1988 et a pris fin en février 1995.

18. LOI SUR LES PRETS AUX PETITES ENTREPRISES

1. Programme: Loi sur les prêts aux petites entreprises.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Cette loi encourage les prêteurs du secteur privé à consentir davantage de prêts pour l'établissement, l'expansion, la modernisation et l'amélioration des petites entreprises.

4. L'aide est offerte en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

5. Un prêt ne pouvant dépasser 250 000 dollars peut être consenti pour le matériel, les terrains et les locaux, et ce, pour une période maximale de dix ans. Les prêteurs doivent verser pour tous les prêts qu'ils accordent une commission de garantie de 2 pour cent qui est répercutée en principe sur les emprunteurs. L'Etat et les prêteurs se partagent les créances irrécouvrables dans une proportion de 90 contre 10. Les entreprises agricoles ne peuvent pas bénéficier de ce programme.

Tous les prêts consentis après le 31 mars 1995 sont assujettis à un droit annuel de 1,25 pour cent qui est calculé sur la base de l'encours moyen des prêts et payable par le prêteur à l'Etat pour que le programme fonctionne en recouvrement de coûts.

6. Une entreprise peut être admise à bénéficier d'un prêt aux fins d'amélioration si elle estime que ses recettes brutes ne dépasseront pas 5 millions de dollars durant l'année où le prêt est approuvé par le prêteur.

7. Les dépenses ont totalisé 9 290 164 dollars pendant l'année financière 1994/95 et 24 133 952 dollars pendant l'année financière 1995/96.

8. La Loi sur les prêts aux petites entreprises est en vigueur depuis janvier 1961.

19. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES POUR LE FLEUVE SAINT-LAURENT

1. Programme: Programme de développement de technologies environnementales pour le fleuve Saint-Laurent.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ce programme avait pour but d'encourager les entreprises canadiennes à participer au Plan d'action Saint-Laurent en partageant avec elles le risque lié au développement et à l'application de nouvelles technologies améliorées qui permettraient de réduire la pollution industrielle.

4. Ce programme relevait de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie.

5. L'aide était offerte sous forme de contributions non remboursables pouvant atteindre 50 pour cent des coûts admissibles, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars par projet.

6. Le programme comportait deux éléments: 1) des études de faisabilité à l'appui des études effectuées à l'origine au cours d'une période de six mois, soit pour analyser la faisabilité technique des projets, soit pour déterminer la production ou la viabilité, d'un point de vue économique, de produits technologiques ciblés; 2) les projets de développement et d'application à l'appui de technologies destinées à être utilisées par les industries avoisinant le fleuve Saint-Laurent.

7. Les dépenses ont totalisé 814 405 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et 221 995 dollars pendant l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été créé en 1988. La date limite pour la présentation des engagements du gouvernement était le 31 décembre 1992.

20. PROGRAMME DES TECHNOLOGIES STRATEGIQUES

1. Programme: Programme des technologies stratégiques.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ce programme a pour objectif de rendre l'industrie canadienne plus compétitive à l'échelle internationale par le développement, l'acquisition, l'application et la diffusion de technologies. Il favorise les alliances de recherche-développement et les alliances d'application technologique.

préconcurrentielles dans le but d'accélérer l'acquisition de la base technologique essentielle pour être compétitif.

4. Ce programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.

5. L'aide est offerte sous forme de contributions non remboursables pouvant atteindre 50 pour cent des coûts admissibles (25 pour cent dans le cas d'équipement spécialisé).

6. Le programme vise des secteurs stratégiques particuliers, à savoir les matériaux industriels de pointe, la biotechnologie et les technologies de l'information.

7. Les dépenses ont totalisé 18 849 571 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et 15 360 683 dollars pendant l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été créé en 1988.

21. PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DE LA TECHNOLOGIE/PROGRAMME DE RECHERCHE DES POSSIBILITES TECHNOLOGIQUES EN EUROPE

1. Programmes: Programme de mise en valeur de la technologie et Programme de recherche des possibilités technologiques en Europe.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Le Programme de mise en valeur de la technologie avait pour objectif d'améliorer la productivité et la compétitivité de l'industrie canadienne par la mise en place d'une infrastructure permettant d'accélérer l'acquisition, le développement et la diffusion de technologies et de connaissances essentielles dans l'industrie canadienne, notamment dans le secteur des petites et moyennes entreprises.

Le Programme de recherche des possibilités technologiques en Europe devait favoriser la croissance d'une solide industrie de haute technologie au Canada en encourageant les entreprises canadiennes à acquérir de nouvelles technologies et de nouvelles compétences ainsi qu'en favorisant la coopération industrielle entre entreprises canadiennes et européennes.

4. Ces deux programmes relevaient de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie.

5. L'aide offerte dans le cadre du Programme de recherche des possibilités technologiques en Europe prenait la forme de contributions, remboursables ou non. Même si, dans des circonstances exceptionnelles, la subvention maximale pouvait atteindre 100 pour cent, elle était généralement de 50 pour cent ou moins.

L'aide offerte dans le cadre du Programme de mise en valeur de la technologie prenait la forme de contributions non remboursables qui, au cours d'une période de cinq ans, représentaient en moyenne, au maximum, 50 pour cent des coûts. Les contributions maximales accordées dans le cadre d'éléments particuliers ont changé au fil des ans, s'échelonnant de 50 pour cent à 90 pour cent.

6. Le Programme de mise en valeur de la technologie encourageait la mise en place d'un réseau national plus intégré pour la diffusion des technologies, de concert avec l'industrie, les universités, les instituts de recherche provinciaux et les organismes fédéraux qui disposaient de leurs propres centres technologiques.

Le Programme de recherche des possibilités technologiques en Europe visait à faciliter la participation des entreprises canadiennes au programme européen Eurêka.

7. Les dépenses effectuées dans le cadre de ces deux programmes ont totalisé 16 728 753 dollars pendant l'année financière 1994/95 et 12 830 702 dollars au cours de l'année financière 1995/96.

8. Ces deux programmes ont été créés en 1986. Le Programme de mise en valeur de la technologie a pris fin en février 1995, tandis que la date limite de réception des demandes présentées dans le cadre du Programme de recherche des possibilités technologiques en Europe était le 31 mars 1989.

22. PROGRAMME DE PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES

1. Programme: Programme de partenariats technologiques.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ce programme a pour objectif d'offrir une aide permettant aux petites et moyennes entreprises canadiennes de collaborer avec des laboratoires universitaires dans le but de mener des recherches jusqu'au point où leurs résultats peuvent être exploités par l'industrie.

4. Le programme relève de la Loi sur le Ministère de l'industrie.

5. L'aide est offerte sous forme de dons.

6. L'aide est accordée aux universités ou aux groupes de chercheurs universitaires, de même qu'aux petites et moyennes entreprises.

7. Les dépenses effectuées dans le cadre du programme ont totalisé 988 416 dollars au cours de l'année financière 1995/96. Il n'y a pas eu de dépenses durant l'année financière 1994/95.

8. Le programme a été approuvé en août 1994 et la date limite fixée pour la présentation des engagements du gouvernement est mars 1997.

23. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL RELIE AUX TRANSPORTS DANS L'OUEST

1. Programme: Programme de développement industriel relié aux transports dans l'Ouest, administré par un organisme de développement régional.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ce programme avait pour but de promouvoir le développement industriel et la diversification économique dans les quatre provinces de l'Ouest (le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique), plus particulièrement des industries manufacturières, des industries de transformation et des industries de services connexes.

4. Le programme relevait de la Loi sur le Ministère de l'industrie, des sciences et de la technologie.

5. L'aide était offerte sous forme de contributions non remboursables. Les contributions maximales accordées pour des éléments particuliers s'échelonnaient de 25 pour cent à 75 pour cent.

6. Les petites, moyennes ou grandes entreprises de l'Ouest canadien pouvaient bénéficier de ce programme. Celui-ci permettait d'encourager les activités de recherche-développement, de financer des études sur les stratégies de développement industriel à long terme et d'élargir les incitations au développement industriel.

7. Les dépenses du Ministère de l'industrie ont totalisé 1 121 111 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et il n'y a pas eu de dépenses pendant l'année financière 1995/96. Les dépenses du Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest ont atteint 3 150 dollars au cours de l'année financière 1994/95. Cet organisme n'a pas engagé de dépenses pendant l'année financière 1995/96.

8. Le programme, créé en 1984, a pris fin en avril 1988. La date limite de réception des demandes était avril 1988.

24. PROGRAMME D'AIDE A LA RECHERCHE INDUSTRIELLE

1. Programme: Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI).

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Le programme a pour but d'aider les entreprises du Canada à améliorer leurs capacités technologiques.

4. Le programme relève de la Loi sur le Conseil national de recherches.

5. L'aide aux entreprises prend la forme d'avis techniques non subventionnés et de contributions non remboursables.

6. Il n'y a aucune restriction quant à la structure du capital des entreprises, au secteur industriel, à la région du Canada ou au domaine technique. Les projets proposés par les sociétés sont examinés et approuvés sur la base de critères objectifs. L'aide prend la forme d'avis techniques non subventionnés de courte durée et de contributions non remboursables en faveur de projets de recherche-développement industriels approuvés, qui représente généralement moins de 50 pour cent des coûts des projets. Elle s'applique exclusivement à des travaux techniques et ne sert pas à financer les dépenses d'équipement, les frais de commercialisation ou d'autres frais.

7. Les dépenses ont atteint 58,4 millions de dollars pendant l'année financière 1994/95 et 59,0 millions de dollars pendant l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été lancé en 1962 et a fait l'objet depuis de diverses modifications d'ordre administratif.

25. PROGRAMME D'AIDE DE L'AGENCE DE PROMOTION ECONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

1. Programme: Programme d'aide et Programme de développement des entreprises de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Le programme a pour but d'encourager l'esprit d'entreprise, de favoriser l'augmentation du taux de création de nouvelles entreprises et d'améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises.

4. Le programme relève de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.
5. L'aide prend la forme de contributions, remboursables ou non. Depuis 1995, toute l'aide aux entreprises prend la forme de contributions non remboursables. Le programme compte un certain nombre d'éléments; le ratio maximum de partage des frais est fixé séparément pour chacun d'entre eux. La contribution moyenne par projet a été de 31 pour cent environ.
6. Le programme offre une aide à toutes les moyennes et petites entreprises du Canada Atlantique en vue de favoriser les opérations de démarrage, le développement, la modernisation et le renforcement de la compétitivité. Les organisations à but non lucratif qui offrent un soutien aux milieux d'affaires peuvent aussi être admises à en bénéficier.
7. L'APECA a versé 115,6 millions de dollars au cours de l'année financière 1994/95 et 84,2 millions de dollars pendant l'année financière 1995/96 dans le cadre du Programme d'action. Elle a dépensé 20,8 millions de dollars au cours de l'année financière 1995/96 dans le cadre du Programme de développement des entreprises.
8. Le programme a été créé en 1988. La date limite pour la présentation des engagements du gouvernement était le 31 mars 1995. Le Programme de développement des entreprises a remplacé le Programme d'action en 1995.

26. PROGRAMME DE COOPERATION

1. Programme: Le Programme de coopération englobe toutes les ententes fédérales/provinciales à frais partagés.
2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. Le programme a pour but d'améliorer l'environnement économique du Canada Atlantique en favorisant la coopération avec tous les niveaux de gouvernement, le secteur privé et les institutions.
4. Le programme relève de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.
5. L'aide prend généralement la forme d'une contribution non remboursable. Chaque entente a des modalités et conditions propres. Chacune comporte plusieurs éléments. Le ratio de partage des frais peut varier d'un élément du programme à l'autre.
6. L'aide s'adresse aux gouvernements provinciaux et municipaux, aux associations de développement économique et aux associations professionnelles, aux universités, aux instituts de recherche et aux entreprises, et porte sur cinq domaines stratégiques essentiellement: esprit d'entreprise, innovation et transfert de technologie, développement des ressources humaines, commercialisation et développement des échanges, et environnement.
7. Les versements de l'APECA ont atteint 91,9 millions de dollars pendant l'année financière 1994/95 et 83,6 millions de dollars pendant l'année financière 1995/96. Sur ces versements, 76,7 millions de dollars ont été alloués aux quatre provinces atlantiques pendant l'année financière 1994/95 et 70,7 millions de dollars pendant l'année financière 1995/96. Le solde a été versé sous forme d'aide aux entreprises.
8. Le programme a été créé en 1989. Ces ententes pluriannuelles à frais partagés ont généralement une durée de cinq ans à compter de la date de la signature. Au 1er mai 1997, 13 ententes de cet ordre étaient en vigueur dans le Canada Atlantique.

27. PROGRAMME DIVERSI-PECHES

1. Programme: Programme diversi-pêches.
2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. Le programme a pour but d'offrir une aide financière pour des projets ou des activités propres à favoriser la diversification à long terme des communautés touchées tributaires de la pêche et/ou l'emploi des travailleurs déplacés à la suite de la récession qui sévit dans le secteur des pêches.
4. Le programme relève de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.
5. Le financement prend la forme de dons et de contributions pour financer les coûts admissibles, d'une assurance-crédit et de réductions des intérêts. La contribution moyenne par projet a été de 51 pour cent.
6. Le programme offre un niveau d'aide plus élevé que celui que pourraient offrir les programmes existants pour des projets ou des activités admissibles. Parmi les activités admissibles figurent la création de nouvelles entreprises, le développement ou la modernisation des entreprises existantes, la mise au point de nouveaux produits ou services et le développement de l'infrastructure des entreprises afin de promouvoir la diversification économique ou le développement économique des régions touchées du Canada Atlantique tributaires de la pêche.
7. Les dépenses de l'APECA ont atteint 22,1 millions de dollars pendant l'année financière 1994/95 et 8,1 millions de dollars pendant l'année financière 1995/96.
8. Le programme a été créé en 1990. Comme prévu au Budget fédéral, il a pris fin en février 1995.

28. PRISOM

1. Programme: Programme de relance industrielle pour le Sud-Ouest de Montréal (PRISOM).
2. La notification couvre les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. Le programme PRISOM vise à renforcer la structure industrielle locale, à diversifier la base industrielle, à attirer de nouveaux investissements et à favoriser le développement de nouvelles entreprises dans le Sud-Ouest de Montréal.
4. L'aide est accordée en vertu de l'autorité législative conférée par la Loi sur le Ministère de l'industrie ainsi que ses lois antérieures.
5. L'aide financière peut être accordée sous forme de contributions remboursables ou non remboursables.
6. Le programme s'adressait essentiellement aux entreprises de fabrication, aux établissements de recherche et de développement ainsi qu'aux entreprises évoluant dans les secteurs des télécommunications et des technologies spatiales.

Des contributions financières pouvant atteindre 35 pour cent pouvaient être accordées pour la mise sur pied d'un nouvel établissement ainsi que pour l'agrandissement ou la modernisation d'entreprises existantes. Les projets de développement ou de mise au point de nouveaux produits étaient également admissibles à une contribution couvrant jusqu'à 60 pour cent des coûts admissibles.

Enfin, des études réalisées par des experts-conseils et visant des projets d'immobilisation ou d'innovation pouvaient également recevoir une aide financière.

7. Le BFDR(Q) a déboursé des montants de 3,0 millions de dollars durant l'année financière 1994/95 et de 3 324 000 dollars durant l'année financière 1995/96 en vertu de ce programme.

8. Le programme a pris fin le 31 mars 1995.

29. PRIEM

1. Programme: Programme de relance industrielle pour l'Est de Montréal (PRIEM).

2. La notification couvre les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Le programme PRIEM visait à renforcer la structure industrielle locale, à diversifier la base industrielle, à attirer de nouveaux investissements et à favoriser le développement de nouvelles entreprises dans l'Est de Montréal.

4. L'aide est accordée en vertu de l'autorité législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie ainsi que ses lois antérieures.

5. L'aide financière pouvait être accordée sous forme de contributions remboursables ou non remboursables.

6. Le programme PRIEM permettait essentiellement de contribuer à des études d'experts-conseils (jusqu'à 75 pour cent), à des projets de développement ou de mise au point de produits (jusqu'à 60 pour cent) et à la mise sur pied d'un nouvel établissement, l'agrandissement ou la modernisation d'établissements existants. Les projets devaient être réalisés sur le territoire désigné de l'Est de Montréal.

7. Le BFDR(Q) a déboursé des montants de 7,0 millions de dollars durant l'année financière 1994/95 et de 4 239 000 dollars durant l'année financière 1995/96, dans ce cas pour répondre à des obligations prises antérieurement, en vertu de ce programme.

8. Le programme PRIEM a pris fin le 31 mars 1994.

30. ENTENTE AUXILIAIRE CANADA-QUEBEC SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES REGIONS DU QUEBEC

1. Programmes administrés par le BFDR(Q): Programme de développement des entreprises, Programme de renforcement de la productivité manufacturière, Programme d'aide aux zones défavorisées, Programme d'aide à l'innovation, Programme de développement économique du saumon, Programme de soutien aux infrastructures d'accueil des entreprises, Programme de soutien aux projets d'attrait et d'infrastructures touristiques, Programme de soutien aux équipements régionaux majeurs, Programme de soutien aux centres d'aide au développement technologique, Programme d'appui au design de la mode.

2. La notification couvre les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. L'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec a été conclue le 9 juin 1988 dans le but d'établir de manière concertée et harmonisée une programmation d'activités répondant aux besoins spécifiques des régions du Québec et de convenir d'un mécanisme de gestion et de concertation souple et efficace pour la réalisation de cette programmation.
4. L'aide était accordée en vertu de l'autorité législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie ainsi que ses lois antérieures.
5. L'aide était accordée sous forme de contributions remboursables ou non remboursables.
6. Les programmes en vertu de l'entente auxiliaire permettaient d'accorder une aide financière aux entreprises manufacturières ou touristiques dans toutes les régions du Québec. L'aide s'appliquait aux projets d'étude, d'innovation et de développement technologique, d'immobilisations ou de commercialisation. Une aide financière pouvait également être accordée pour faciliter le démarrage et la croissance de petites entreprises oeuvrant en innovation technologique, pour accroître les possibilités de pêche récréative, et pour soutenir la mise en place d'infrastructures d'accueil aux entreprises manufacturières ou touristiques.

L'aide ainsi accordée représentait un pourcentage des coûts admissibles et variait d'un programme à l'autre. Cependant, le pourcentage d'aide moyen calculé pour l'ensemble des programmes visant le développement des entreprises est de l'ordre de 24 pour cent.

7. Les déboursés effectués par le BFDR(Q) en vertu de ces programmes ont totalisé 62,2 millions de dollars pour l'année 1994/95 et 34 230 000 dollars en 1995/96.
8. Les programmes administrés par le BFDR(Q) dans le cadre de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec ont pris fin le 31 mars 1995.

31. FONDS DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL

1. Programme: Fonds de développement de Montréal (FDM).
2. La notification couvre les années financières 1994/95 et 1995/96.
3. Le FDM visait à intensifier les efforts de gouvernement fédéral afin d'appuyer le développement économique de Montréal par la réalisation de projets structurants dans sept axes privilégiés: les activités internationales, la haute technologie, la finance et le commerce international, le design, les industries culturelles, le tourisme et le transport.
4. L'aide était accordée en vertu de l'autorité législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie ainsi que ses lois antérieures.
5. Le programme FDM permettait d'accorder des contributions remboursables ou non remboursables ainsi que des subventions. Le pourcentage d'aide varie selon les projets mais la moyenne calculée pour l'ensemble des projets autorisés est de l'ordre de 25 pour cent des coûts admissibles.

6. Les modalités du programme permettaient d'offrir une aide financière à toute entreprise commerciale ou non commerciale, au gouvernement du Québec, à une municipalité ou à une société d'Etat qui réalise un projet admissible sur le territoire de la communauté urbaine de Montréal. Les projets admissibles comprenaient notamment des études d'experts-conseils, des activités de recherche et de développement, la mise sur pied, la modernisation ou l'agrandissement d'établissements et d'infrastructures à caractère public apte à jouer un rôle moteur sur le plan du développement économique du territoire désigné.

7. Les déboursés effectués par le BFDR(Q) en vertu de ce programme ont totalisé 7,0 millions de dollars pour l'année 1994/95 et 8,0 millions de dollars en 1995/96.

8. Le programme FDM a pris fin le 31 mars 1995.

32. PROGRAMME DE DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE DE L'OUEST

1. Programme: Programme de diversification de l'économie de l'Ouest.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Le programme a pour but de développer et de diversifier l'économie de l'Ouest canadien grâce au soutien de projets dans des domaines tels que la recherche-développement, l'amélioration de la productivité, la commercialisation, le développement de nouveaux produits ou de nouvelles technologies, les nouveaux marchés ou les industries naissantes telles que les industries océanographiques et les technologies médicales.

4. L'aide est offerte au titre de la Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest.

5. Jusqu'en avril 1995, une aide a été offerte aux entreprises sous forme de contributions remboursables ou remboursables dans certaines conditions. Les contributions représentaient généralement 25 à 50 pour cent des coûts des projets admissibles. L'aide financière aux entreprises a été en grande partie supprimée en avril 1995.

Cependant, une aide est toujours offerte aux organisations et associations professionnelles, aux petites entreprises et aux industries naissantes, sous forme de contributions remboursables, remboursables dans certaines conditions ou non remboursables. Les contributions représentent 25 à 75 pour cent des coûts des projets admissibles.

6. Une aide financière est offerte aux organisations et associations professionnelles pour le lancement d'initiatives à l'échelle de l'industrie recouvrant des projets qui visent à offrir une aide en ce qui concerne les recherches sur des produits et les études de faisabilité, le développement des marchés, l'amélioration de la productivité, et des projets dans des secteurs stratégiques de l'économie de l'Ouest canadien, comme les petites entreprises et les industries naissantes.

7. Les dépenses ont totalisé 84 129 233 dollars au cours de l'année financière 1994/95 et 69 107 547 dollars pendant l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été créé en août 1987.

33. IDEE-PME

1. Programme: Programme Innovation, Développement de l'entrepreneurship et Exportations (IDEE) destiné aux petites et moyennes entreprises
2. La notification couvre l'année financière 1995/96.
3. Ce programme a pour but de permettre aux PME du Québec d'accroître leurs occasions d'affaires et ainsi de participer plus activement à la mise en valeur du potentiel de développement des régions. Une aide financière peut être accordée aux entreprises pour la réalisation de projets se situant dans les axes d'intervention privilégiés suivants: l'innovation, la recherche et le développement ainsi que le design; le développement des marchés; le développement de l'entrepreneurship et le climat des affaires.
4. L'aide est accordée en vertu de l'autorité législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. L'aide est accordée sous forme de contributions remboursables ou non remboursables. Depuis janvier 1996, l'aide accordée est généralement remboursable. Pour l'année 1995/96, la contribution moyenne représentait 30 pour cent des coûts admissibles des projets autorisés.
6. Le programme IDEE-PME permet d'accorder une aide financière aux PME du Québec pour la réalisation d'activités s'inscrivant dans les axes d'intervention privilégiés. Une aide financière peut également être accordée aux organismes d'appui aux PME qui désirent entreprendre des activités à l'intérieur de ces axes d'intervention.
7. Les déboursés effectués par le BFDR(Q) en vertu de ce programme ont totalisé 11 715 000 dollars pour l'année 1995/96.
8. Le programme est entré en vigueur le 1er avril 1995.

34. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIVITES (PDC)

1. Programme: Programme de développement des collectivités (PDC).
2. La notification couvre l'année financière 1995/96.
3. Ce programme vise la création d'emplois en facilitant la mise sur pied de nouvelles entreprises ou l'expansion d'entreprises existantes. Le PDC s'articule autour de cinquante-quatre (54) Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) établies dans des régions rurales défavorisées du Québec. Les SADC offrent notamment aux PME de leur territoire du financement sous forme de capital-actions ou de prêts remboursables.
4. L'aide financière est accordée en vertu de l'autorisation législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie.
5. Le PDC permet de défrayer les coûts de fonctionnement des 54 SADC et de contribuer au financement des opérations de huit (8) Corporations de développement économique et communautaire (CDEC) en milieu urbain. Une aide financière est également accordée à chacune des SADC pour se constituer un fonds d'investissement.
6. Le PDC fournit une aide financière à ces organismes sans but lucratif gérés par des conseils d'administration formés de bénévoles et appuyés par un personnel permanent.

7. Ce programme était auparavant administré par le Ministère du développement des ressources humaines (DRHC). Depuis avril 1995, le programme est sous la responsabilité du BFDR(Q). Ce dernier a déboursé 15 714 000 dollars en vertu de ce programme pour l'année 1995/96.

8. Le programme de développement des collectivités est en vigueur depuis 1986.

35. QUEBEC COTIER

1. Programme: Fonds spécial de développement et d'adaptation économique des communautés de pêche du Québec (FSQC).

2. La notification couvre l'année financière 1995/96.

3. Le programme vise à accélérer l'adaptation et le développement économique à long terme des communautés de pêche les plus affectées par la diminution des stocks de poissons de fond.

4. L'aide est accordée en vertu de l'autorité législative de la Loi sur le Ministère de l'industrie.

5. L'aide financière peut être accordée sous forme de contributions remboursables ou non remboursables.

6. Le programme permet d'appuyer la réalisation d'études ou de projets d'investissements par des PME et l'organisation de différentes activités entreprises par des organismes sans but lucratif et visant le développement économique. Le territoire d'application de ce programme est limité à certaines municipalités de la Côte-Nord, à la région administrative de la Gaspésie et des îles de la Madeleine ainsi qu'aux collectivités de pêche limitrophes de la Gaspésie qui sont affectées par la restructuration de l'industrie des pêches.

7. Le BFDR(Q) n'a déboursé aucun montant en 1995/96 en vertu de ce programme car les premières demandes n'ont été déposées qu'à la fin de l'année financière.

8. Le FSQC est entré en vigueur le 25 juillet 1995 et les déboursés en vertu de ce programme devront être effectués au plus tard le 31 mars 2000.

36. PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES CANADA

1. Programme: Partenariats technologiques Canada.

2. Ce programme est notifié uniquement pour des raisons de transparence car il a été mis sur pied au cours de l'année financière 1996/97.

3. Ce programme a pour but d'investir dans la recherche-développement en matière de technologie de produits et de procédés au stade précommercial en vue de stimuler la croissance économique et de créer des emplois au Canada. Les investissements sont destinés à la recherche-développement, aux activités de démonstration et au développement des marchés, à la condition que le secteur privé y participe et y collabore pleinement, concernant des technologies clés, telles que les technologies environnementales, la fabrication de pointe, la technologie de l'information, la biotechnologie, les industries aérospatiales et de défense, ainsi que la reconversion des industries de défense.

4. Les investissements relèvent de la Loi sur le Ministère de l'industrie.

5. Les bénéfices sont fonction des redevances tirées de la vente des produits finals. Le taux d'investissement public variera normalement entre 25 et 30 pour cent des coûts admissibles de chaque projet. Lorsque les bénéfices économiques potentiels le justifient, le partage des frais peut aller jusqu'à 50 pour cent au maximum si cela est essentiel au succès du projet.

Le taux global de partage des frais, pour l'ensemble du programme, est de 33 pour cent. Le calendrier de versement des redevances de remboursement contient une disposition prévoyant le remboursement du capital original apporté et un bénéfice sur les investissements réalisés dans le cadre du programme. Le rendement réel du programme dépend directement du succès commercial du projet.

6. Les investissements sont réalisés dans des entités pouvant faire état de leur aptitude à mener à bien le projet, à obtenir une exploitation commerciale efficace des résultats des projets ayant bénéficié d'une aide et donc à assurer un rendement satisfaisant des investissements publics. Les bénéficiaires sont, entre autres, les entreprises du secteur privé, les partenariats, ainsi que les associations et alliances d'entreprises.

7. Aucun investissement n'a été réalisé dans le cadre de ce programme pendant l'année financière 1995/1996.

8. Le programme est entré en vigueur le 1er avril 1996.

37. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIVITES - OUEST CANADIEN

1. Programme: Programme de développement des collectivités.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ce programme a pour but d'aider les collectivités rurales de l'Ouest canadien à développer et à diversifier leur économie grâce à: l'élaboration de stratégies de développement économique et de plans d'action; l'exécution d'une série de programmes et la fourniture de services commerciaux et d'information en faveur des petites et moyennes entreprises des communautés installées en dehors des zones métropolitaines; et l'administration de programmes de crédit destinés à aider les petites et moyennes entreprises situées dans une zone géographique bénéficiant du Programme de développement des collectivités.

4. L'aide est offerte au titre de la Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest.

5. L'aide financière est offerte aux organismes sans but lucratif sous la forme de contributions non remboursables et aux petites entreprises sous la forme de contributions remboursables.

6. Des contributions non remboursables sont offertes à plus de 80 Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) indépendantes, administrées localement et sans but lucratif, pour financer leurs activités administratives et les services qu'elles fournissent aux entreprises. Des contributions remboursables leur sont offertes pour créer des fonds grâce auxquels elles pourront octroyer aux petites entreprises des prêts allant jusqu'à 75 000 dollars aux conditions du marché.

7. Ce programme relève du Ministère du développement des ressources humaines du Canada depuis mai 1995. Les dépenses du Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest au titre des contributions non remboursables aux coûts de fonctionnement des SADC ont totalisé 14 278 951 dollars au cours de l'année financière 1995/96. Les dépenses au titre des contributions

remboursables destinées à la capitalisation des fonds de crédit ont totalisé 25 800 000 dollars au cours de l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été mis sur pied en 1986.

38. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIVITES - PROVINCES ATLANTIQUES

1. Programme: Programme de développement des collectivités.

2. La notification porte sur les années financières 1994/95 et 1995/96.

3. Ce programme a pour but d'aider les collectivités rurales du Canada Atlantique à développer et à diversifier leur économie grâce à une série de programmes et de services commerciaux et d'information en faveur des petites et moyennes entreprises et à l'administration de programmes de crédit destinés à aider les petites et moyennes entreprises situées dans une zone géographique bénéficiant du Programme de développement des collectivités.

4. L'aide est offerte au titre de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.

5. L'aide financière est offerte aux organisations sans but lucratif sous la forme de contributions non remboursables.

6. Des contributions non remboursables sont offertes à 40 Sociétés locales d'aide aux entreprises indépendantes, administrées localement et sans but lucratif, pour financer leurs activités administratives et les services qu'elles fournissent aux entreprises et leur permettre de créer des fonds grâce auxquels elles pourront octroyer aux petites entreprises des prêts allant jusqu'à 75 000 dollars aux conditions du marché.

7. Ce programme relève du Ministère du développement des ressources humaines du Canada depuis mai 1995. Les dépenses de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique au titre des contributions non remboursables aux coûts de fonctionnement des Sociétés locales d'aide aux entreprises ont totalisé 4,8 millions de dollars au cours de l'année financière 1995/96.

Les dépenses au titre des contributions non remboursables destinées à la capitalisation des fonds de crédit ont totalisé 4,2 millions de dollars au cours de l'année financière 1995/96.

8. Le programme a été mis sur pied en 1986.

PROGRAMMES AGRICOLES

A. ELEMENTS DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU REVENU AGRICOLE

1. REGIME D'ASSURANCE-REVENU BRUT

1. Régime d'assurance-revenu brut (RARB).

2. Campagnes agricoles 1994/95, 1995/96 et 1996/97.

3. Le RARB était destiné à stabiliser le revenu des agriculteurs en offrant une protection du revenu et des rendements. Il comportait deux volets: un volet assurance-récolte et un volet protection du revenu, qui pouvaient être offerts dans le cadre d'un seul programme intégré ou en tant qu'éléments distincts, selon la province.

L'élément protection du revenu permettait de stabiliser le revenu de l'agriculteur en atténuant les effets économiques des pertes liées aux risques de marché à court terme. L'assurance-récolte est analysée dans la section suivante.

4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 4.

5. Contribution.

6. L'élément protection du revenu était offert grâce à des ententes établissant des fonds alimentés par des primes, versées à raison des deux tiers par les gouvernements et à raison d'un tiers par les producteurs. Au fil du temps, les primes devaient correspondre aux indemnités versées et tout déficit, majoré des intérêts, devait être financé sur les primes futures. Le revenu indicatif et le montant des primes étaient déterminés chaque année à l'aide de la Moyenne pondérée du prix indexé. Des indemnités étaient versées lorsque le revenu provenant de la vente d'une culture assurée était inférieur au revenu indicatif. L'agriculteur recevait alors un versement qui comblait l'écart.

Le RARB visait les céréales, les oléagineux et les cultures spéciales.

7. Contributions RARB du gouvernement fédéral

<u>Campagne agricole</u>	<u>Contributions totales</u> <u>(en millions de dollars)</u>	<u>Par producteur assuré</u> <u>(en dollars)</u>
1994/95	411,83	3 774
1995/96	131,39	2 826
1996/97	Arrêt du programme	Arrêt du programme

8. Le régime d'assurance-revenu brut a été créé en 1991 et a pris fin le 31 mars 1996.

2. ASSURANCE-RECOLTE

1. Assurance-récolte.

2. Campagnes agricoles 1994/95, 1995/96 et 1996/97.

3. L'assurance-récolte a pour objet de stabiliser le revenu des agriculteurs en atténuant les effets économiques des pertes de récoltes dues à des sinistres naturels, comme la sécheresse, les inondations, la grêle, le gel, l'humidité excessive et les insectes.

4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 4.

5. Contribution.

6. Les producteurs et le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux versent des primes qui alimentent le compte d'assurance-récolte. Les indemnités sont fonction du rendement moyen de l'agriculteur et elles sont versées lorsque celui-ci subit des pertes de rendement causées par un risque assuré. La Loi sur la protection du revenu agricole prévoit que l'assurance-récolte peut

faire l'objet d'ententes distinctes. Pour toutes les provinces, à l'exception du Manitoba et de Terre-Neuve, la part du producteur est fixée à 50 pour cent du montant de la prime, le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial en payant chacun 25 pour cent. A partir de 1996/97, à Terre-Neuve, la part du producteur est fixée à 25 pour cent du montant de la prime, celle du gouvernement fédéral à 40 pour cent et celle du gouvernement provincial à 35 pour cent. A partir de 1996/97, au Manitoba, il existe deux niveaux de couverture au titre de l'assurance-récolte: premier niveau - pour une couverture allant jusqu'à 50 pour cent, la part du gouvernement fédéral est fixée à 60 pour cent du montant de la prime et celle du gouvernement provincial à 40 pour cent; deuxième niveau - pour une couverture de plus de 50 pour cent, la part du producteur est fixée à 50 pour cent du montant de la prime, le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial en payant chacun 25 pour cent.

7. Montant des contributions du gouvernement fédéral

<u>Campagne agricole</u>	<u>Contributions totales</u> <u>(en millions de dollars)*</u>	<u>Par producteur assuré</u> <u>(en dollars)</u>
1994/95	119,89	998
1995/96	121,72	1 075
1996/97	149,84	1 502

*Ces chiffres comprennent les contributions aux primes de l'assurance-récolte et les paiements au titre de l'indemnisation des dégâts causés par la sauvagine.

8. Ce programme a été créé en 1959 et revu en 1990. En avril 1991, la Loi sur l'assurance-récolte a été abrogée et incorporée à la Loi sur la protection du revenu agricole.

3. PROGRAMME NATIONAL TRIPARTITE DE STABILISATION

1. Programme national tripartite de stabilisation.

2. Campagnes agricoles 1994 et 1995.

3. Les versements effectués à ce titre contribuent à stabiliser le revenu des producteurs en réduisant l'incidence des fluctuations des prix qui surviennent à court terme sur le marché.

4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 4.

5. Contribution.

6. Les niveaux de soutien établis pour les pommes et les betteraves à sucre sont calculés en fonction d'un pourcentage de la Moyenne pondérée du prix indexé, laquelle correspond à la moyenne provinciale du prix du marché, ajustée de façon à tenir compte de l'inflation des dix années précédentes pour les pommes et des 15 années précédentes pour les betteraves à sucre. Quand la moyenne provinciale du prix du marché est inférieure au prix de soutien calculé, l'agriculteur reçoit un versement qui comble l'écart. Le coût du programme est partagé à parts égales entre le gouvernement fédéral, la province et les producteurs; les contributions du gouvernement représentent donc un tiers des versements globaux.

7. Montant total de la subvention par unité (tonne)

<u>Pommes</u>		<u>Betteraves à sucre</u>	
1994/95	0 \$	1994/95	0,13 \$ en Alberta
1995/96	Arrêt du programme	1995/96	0 \$

Montant total de la subvention (en millions)

<u>Pommes</u>		<u>Betteraves à sucre</u>	
1994/95	0 \$	1994/95	0,11 \$
1995/96	Arrêt du programme	1995/96	0 \$

Note: La campagne agricole débute le 1er août et se termine le 31 juillet pour les pommes. Pour les betteraves à sucre, elle débute le 1er septembre et se termine au moment où toutes les ventes de sucre de ladite campagne ont été effectuées.

8. Il a été mis fin au Programme national tripartite de stabilisation en ce qui concerne les pommes à la fin de la campagne 1994/95. Pour les betteraves à sucre, il y sera mis fin à la fin de la campagne 1996/97.

4. SUBVENTION AUX PRODUITS LAITIERS

1. Subvention au lait de transformation.

2. Campagnes laitières 1993/94, 1994/95 et 1995/96.

3. La subvention aux produits laitiers du gouvernement fédéral a pour objectifs d'offrir aux producteurs une protection du revenu contre les risques inhérents à la production et au marché, de favoriser l'existence d'un secteur laitier sain et viable, de stimuler le développement d'exploitations laitières viables et d'assurer aux consommateurs un approvisionnement constant et suffisant en produits laitiers de haute qualité.

4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 12.

5. Contribution.

6. La subvention est versée directement aux producteurs de lait et de crème de transformation à la production, dans les limites d'un contingent correspondant aux besoins intérieurs. La production de lait canadienne est limitée dans le cadre d'un système de contingentement de la production au niveau des exploitations. Le système national de gestion de l'offre de lait de transformation est régi par une entente fédérale/provinciale administrée par la Commission canadienne du lait.

7. Les versements directs effectués par la Commission canadienne pour le lait et la crème de transformation étaient ventilés comme suit:

<u>Campagne laitière*</u>	<u>Montant unitaire (par hectolitre)</u>	<u>Montant total de la subvention</u>
1993/94	5,43 \$	223 millions de dollars
1994/95	5,43 \$	222 millions de dollars
1995/96	4,62 \$	185 millions de dollars

*La campagne laitière débute le 1er août et se termine le 31 juillet.

8. A la suite de coupes budgétaires annoncées dans le Budget fédéral de février 1995, les dépenses au titre de ce programme ont été réduites de 15 pour cent le 1er août 1995, et de 15 pour cent de plus le 1er août 1996, soit 30 pour cent au total.

Le Budget fédéral pour 1996 prévoyait de nouvelles réductions de la subvention, celles-ci étant aujourd'hui de 0,76 dollar par hectolitre à opérer au 1er février de chaque année à partir de 1998, de façon à arriver à la suppression totale de la subvention en février 2002.

5. PROGRAMME DE TRANSITION CONCERNANT LES PORCS

1. Programme national de transition concernant les porcs.

2. Exercices 1994/95, 1995/96 et 1996/97.

3. Le programme avait pour objet de dédommager les producteurs de porcs pour la cessation anticipée du Programme national tripartite de stabilisation du prix des porcs et pour faciliter le passage à un programme de stabilisation du revenu au niveau de l'exploitation dans son ensemble.

4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 12.

5. Contribution.

6. Les producteurs inscrits en bonne et due forme au Programme de stabilisation des prix des porcs au moment où il a pris fin ont reçu une prime de 3 dollars par porc admissible vendu au cours des trois derniers trimestres de 1994. Les coûts étaient partagés à égalité entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

7.

<u>Année financière</u>	<u>Montant total</u> <u>(en dollars)</u>
1994/95	5 688 203
1995/96	14 526 629
1996/97	Arrêt du programme

8. Le programme a été mis en place à la fin de 1994 et les derniers versements ont été effectués au cours de l'année financière 1995/96. Les producteurs avaient jusqu'au 31 décembre 1994 pour demander à bénéficier de versements.

6. PROGRAMME DE TRANSITION CONCERNANT LES POMMES

1. Plan national de transition concernant les pommes au Québec et en Nouvelle-Ecosse.

2. Année financière 1996/97.

3. Ce programme a été conçu pour fournir une aide transitoire aux producteurs de pommes du Québec et de la Nouvelle-Ecosse suite à l'achèvement prématuré du Programme tripartite national de stabilisation (PTNS) concernant les pommes.

4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 12.

5. Don et contribution.

6. Les producteurs inscrits au PTNS concernant les pommes au 31 juillet 1995 pouvaient bénéficier de subventions basées sur leur production de pommes au cours des campagnes de 1993 et de 1994. Le coût était réparti en parts égales entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial.

7.

<u>Année financière</u>	<u>Montant total</u> (en milliers de dollars)	<u>Par tonne (en dollars)</u>
-------------------------	--	-------------------------------

1996/97	1 363	Québec 17,00 Nouvelle-Ecosse 7,50
---------	-------	--------------------------------------

8. Le Programme a pris fin le 31 mars 1997.

B. BETAIL ET PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

1. PROGRAMME D'AIDE AU TRANSPORT DES CEREALES FOURRAGERES

1. Programme d'aide au transport des céréales fourragères.

2. Exercices 1994/95, 1995/96 et 1996/97.

3. Le programme réduit les frais de transport des céréales fourragères vers les régions admissibles afin d'aider à maintenir la viabilité de l'industrie du bétail, tout particulièrement dans les régions du Canada où l'on manque de céréales fourragères.

4. Ce programme était régi par la Loi sur le Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada.

5. Contribution.

6. La subvention était payée soit directement aux éleveurs de bétail, soit aux entreprises de production de céréales fourragères, pour venir en aide aux producteurs. Lorsque la subvention était versée aux entreprises de production des céréales fourragères, celles-ci demandaient un prix réduit aux éleveurs.

7. Montant total de la subvention

1994/95	19,4 millions de dollars
1995/96	14,0 millions de dollars
1996/97	Arrêt du programme

Dépenses moyennes par tonne expédiée

1994/95	12,86 dollars
1995/96	12,83 dollars
1996/97	Arrêt du programme

8. Le programme a pris fin le 31 décembre 1995.

2. FONDS DE RAJUSTEMENT DE L'AIDE AU TRANSPORT DES CEREALES

1. Fonds de rajustement de l'aide au transport des céréales.
2. Années financières 1995/96 et 1996/97.
3. Le Fonds de rajustement de l'aide au transport des céréales a été créé à titre transitoire afin d'aider les éleveurs et les entreprises des régions visées à s'adapter à la suppression du Programme d'aide au transport des céréales fourragères.
4. Loi d'exécution du budget, 1995 (projet de loi C-76).
Loi sur le Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire - article 4 a).
5. Don.
6. Des crédits seront accordés aux organisations agricoles provinciales d'éleveurs de bétail, qui les reverseront sous forme de paiements directs aux producteurs et de paiements à des organisations professionnelles particulières pour soutenir des initiatives en matière de développement. Les fonds seront répartis entre neuf juridictions (sept provinces et deux territoires) en fonction de l'utilisation annuelle moyenne par chacune du Programme d'aide au transport des céréales fourragères entre 1990/91 et 1994/95 compris.

Dans chaque juridiction, le montant reversé sous forme de paiements directs aux producteurs ou à des organisations professionnelles déterminées sera fixé par l'organisation agricole provinciale, après consultation entre les secteurs touchés. Les paiements directs doivent aider les éleveurs de bétail à s'adapter à la suppression de la subvention concernant l'aide au transport des céréales.

7.

<u>Année financière</u>	<u>Montant budgété</u> <u>(en millions de dollars)</u>
1995/96	20,0
1996/97	24,2

8. Les 58,7 millions de dollars qui constituent le Fonds sont versés en trois tranches. La dernière tranche sera versée au cours de l'année financière 1997/98.

C. CULTURES ET PRODUITS D'ORIGINE VEGETALE

1. MESURES DE SOUTIEN ET D'ADAPTATION EN AGRICULTURE I ET II

1. Mesures de soutien et d'adaptation en agriculture I et II (MSAA I et II).
2. Années financières 1994/95, 1995/96 et 1996/97.
3. Au cours de ces années, les Programmes MSAA I et II ont permis d'offrir une aide financière aux producteurs de produits horticoles en vue de la restructuration et/ou du développement à long terme du secteur de l'horticulture.
4. Loi sur la protection du revenu agricole, article 12.
5. Contribution.

6. Les Programmes MSAA I et II consistent dans l'octroi de fonds visant à financer la mise en valeur des terres, des sols et des ressources hydrauliques, ainsi que des mesures spéciales en faveur du secteur de l'horticulture.

7. Montant de la subvention

<u>Exercice</u>	<u>Montant total</u> <u>(en milliers de dollars)*</u>
1994/95	9 833
1995/96	1 654
1996/97	989

*Selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Etant donné la variabilité des éléments constitutifs de ces mesures, le calcul des paiements moyens par producteur ou par unité serait dénué de sens.

8. Le Programme MSAA I a été lancé en avril 1991 et le Programme MSAA II en octobre de la même année. Tous deux permettront d'offrir une aide au secteur de l'horticulture jusqu'en 1998.

2. PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DES LIQUIDITES

1. Programme d'accroissement des liquidités.

2. Campagnes agricoles 1993/94, 1994/95 et 1995/96.

3. Ce programme est destiné à offrir un soutien du revenu grâce à la réduction des taux d'intérêt sur des avances à concurrence de 50 000 dollars et des avances au titre de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes et de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.

4. Loi sur le paiement anticipé des récoltes, Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.

5. Réduction du taux d'intérêt.

6. Le programme prévoit des réductions non imposables du taux d'intérêt sur les premiers 50 000 dollars d'avance pour les bénéficiaires du programme relevant de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes et de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies. Ce programme a été mis en place au cours de la campagne 1990/91 et a été prorogé depuis, de deux ans en deux ans.

Le programme qui relève de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes est un programme facultatif qui s'applique à tous les produits agricoles entreposables cultivés au Canada, à l'exception du blé et de l'orge qui sont cultivés dans la région désignée par la Commission canadienne du blé et qui sont visés par la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies. Ce programme offre des garanties relativement au principal et aux intérêts, ce qui permet aux associations de producteurs d'accorder à leurs membres des avances de fonds jusqu'à concurrence de 250 000 dollars. Ces avances sont remboursées lorsque les récoltes sont vendues. L'emprunt, qui est garanti par la récolte, donne aux agriculteurs la possibilité financière d'attendre un moment favorable dans l'année pour écouler leurs produits.

Le programme qui relève de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies est un programme facultatif qui s'applique depuis 1957 au blé et à l'orge cultivés dans la région désignée par la Commission canadienne du blé. Il permet aux producteurs de recevoir une avance de fonds avant que leurs récoltes ne soient vendues/livrées lorsque les débouchés sont limités en raison de problèmes de livraison et de commercialisation. Le programme est géré par la Commission canadienne du blé. Aux termes de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, les différents producteurs peuvent recevoir des avances allant jusqu'à 250 000 dollars, déduction faite de celles qui leur ont été accordées au titre de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes pour les récoltes qu'ils ont entreposées. Les avances sont remboursées au fur et à mesure que les récoltes sont vendues, soit sous forme d'une réduction des paiements d'acompte versés par la Commission canadienne du blé, soit en espèces. La Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies permet au gouvernement fédéral de garantir les sommes qui sont avancées ainsi que les charges d'intérêts qui leurs sont associées.

7. Pendant la campagne 1995/96, 32 053 producteurs ont participé au Programme d'accroissement des liquidités dans le cadre de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies et 13 000 dans le cadre de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes.

Coût des réductions de taux d'intérêt sur les avances accordées au titre du Programme d'accroissement des liquidités (en millions de dollars EU)

<u>Campagne*</u>	<u>Loi sur le paiement anticipé des récoltes (en dollars)</u>	<u>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies (en dollars)</u>
1993/94	2,0	13,0
1994/95	6,3	15,0
1995/96	5,7	13,0

Moyenne par producteur

<u>Campagne*</u>	<u>Loi sur le paiement anticipé des récoltes (en dollars)</u>	<u>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies (en dollars)</u>
1993/94	347	291
1994/95	529	451
1995/96	438	406

*En ce qui concerne la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, la campagne débute le 1er août et se termine le 31 juillet. Pour ce qui est de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes, la campagne de 12 mois dépend de la récolte.

8. Le Programme d'accroissement des liquidités a été prorogé d'année en année depuis sa création. La Loi sur le paiement anticipé des récoltes a été adoptée en 1977 et la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies en 1957. En avril 1997, le Programme d'accroissement des liquidités a été combiné avec la Loi sur le paiement anticipé des récoltes et la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, pour donner la Loi sur les programmes relatifs aux marchés agricoles.

3. PROGRAMME RELATIF AUX PAIEMENTS DE TRANSITION DU GRAIN DE L'OUEST

1. Programme relatif aux paiements de transition du grain de l'Ouest (PPTGO).
2. Exercices 1995/96 et 1996/97.
3. Dans le but d'aider le secteur des grains de l'Ouest canadien à s'adapter à un système de transport sans subvention, le gouvernement du Canada a créé le PPTGO. Dans le cadre de ce programme transitoire, un paiement de capital de 1,6 milliard de dollars a été versé aux propriétaires de terres agricoles des Prairies le 28 février 1995 pour atténuer l'effet négatif que l'abolition de la subvention de longue date de la LTGO devait avoir sur la valeur de ces terres.
4. Loi d'exécution du budget, 1995 (projet de loi C-76).
Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest, 1995.
Règlement sur les paiements de transition du grain de l'Ouest, 1995.
5. Contribution.
6. Le paiement unique de 1,6 milliard de dollars était réparti entre les provinces de l'Ouest selon leurs parts historiques respectives de la subvention de la LTGO au cours des dix dernières années (1985/86 à 1993/94). Les parts provinciales sont établies en fonction des volumes d'expédition historiques des produits visés par la LTGO.

Les paiements aux propriétaires fonciers admissibles dans chacune de ces régions étaient calculés d'après les superficies admissibles en 1994, la productivité des terres et l'éloignement par rapport au point d'expédition. Font partie des superficies admissibles toutes les terres agricoles sur lesquelles une culture céréalière annuelle admissible a été produite en 1994, y compris les terres en jachère sur lesquelles une culture annuelle admissible a été produite en 1993. Les cultures admissibles étaient celles visées par la LTGO. Les terres non admissibles comprenaient les surfaces herbagères, les pâturages naturels, les terres de pâturage de l'Etat, les terres non cultivées, les terres incultes, les enclos de ferme et les terres nouvellement défrichées en 1994. Ne font pas partie des terres agricoles admissibles les terres cultivées qui, en 1994, étaient consacrées à la production de cultures non admissibles (par exemple les betteraves sucrières et les pommes de terre). La productivité des terres était fondée sur les données historiques de rendement des régimes provinciaux d'assurance-récolte et les rotations culturales régionales. En outre, le facteur distance utilisé dans le calcul des paiements individuels tenait compte du fait que les tarifs marchandises subventionnés de la LTGO étaient établis en fonction de l'éloignement (la subvention par tonne versée sous le régime de la LTGO augmentait avec l'éloignement par rapport au point d'expédition); par conséquent, dans la répartition du paiement, on tient compte de l'emplacement des terres par rapport aux points d'expédition de la côte du Pacifique et de Thunder Bay.

Cette subvention répond aux critères concernant l'exemption des engagements de réduction énoncés dans l'Accord sur l'agriculture de l'OMC au titre du soutien du revenu découplé défini à l'annexe 2, paragraphe 6. Une notification qui contient une description du programme eu égard à ces critères a été présentée au Comité de l'agriculture de l'OMC (G/AG/N/CAN/5).

7. Montant de la subvention

<u>Exercice</u>	<u>Montant total</u> <u>(en millions de dollars)</u>
1995/96	889,0
1996/97	707,6

Si l'on tient compte du paiement final devant être effectué au cours de l'année financière 1997/98, la subvention moyenne versée aux propriétaires fonciers s'élevait à 7 490 dollars.

8. Le programme prendra fin au cours de l'année financière 1997/98.

4. PROGRAMME D'AJUSTEMENT CONCERNANT LA LUZERNE DESHYDRATÉE ET LE FOIN COMPRIMÉ

1. Programme d'ajustement concernant la luzerne déshydratée et le foin comprimé.

2. Année financière 1996/97.

3. Ce programme a été mis sur pied pour aider les usines de traitement de la luzerne et du foin à s'adapter et à améliorer leur compétitivité en réponse à la suppression des subventions au transport à partir du 31 juillet 1995.

4. Loi d'exécution du budget, 1995 (projet de loi C-76).

5. Don.

6. Des dons non renouvelables d'une valeur totale de 44 millions de dollars sont versés aux usines de traitement de la luzerne et du foin. Le total a été réparti entre les deux branches de production sur la base des pourcentages de la subvention qui leur correspondaient antérieurement en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest pendant les campagnes 1992/93 à 1994/95. La subvention versée à chacune des usines de traitement a ensuite été établie en fonction de leur production réelle au cours de la campagne 1994/95.

7. Montant de la subvention

Année financière

1996/97

Subvention
(en milliers de dollars)

43 648

8. Il est prévu que le programme s'achève à la fin de l'année financière 1997/98.

Tableau 1

BILAN DES PRODUITS LAITIERS

Produits	Année civile	Stocks de début d'année	Production	Importations	Consommation apparente	Exportations	Stocks de fin d'année
(unités)							
Beurre de laiterie	1992	15 584	85 130	182	80 033	10 569	10 294
	1993	10 294	82 749	919	84 747	3 695	5 469
	1994	5 469	88 342	408	83 567	2 280	8 369
	1995	8 369	92 315	547	81 243	5 705	14 282
	1996	14 282	93 170	2 470	82 608	14 790	12 520
Cheddar	1992	32 273	109 798	503	103 947	7 731	30 896
	1993	30 896	109 215	683	112 648	6 198	21 965
	1994	26 843	119 359	1 307	112 709	4 221	30 579
	1995	30 579	116 796	1 132	114 567	5 276	28 333
	1996	28 333	115 560	1 780	110 487	7 860	27 320
Fromage fin	1992	9 796	154 104	16 745	143 039	5 045	10 179
	1993	10 179	158 184	16 847	139 882	2 671	10 902
	1994	10 902	162 589	16 057	139 718	3 185	9 421
	1995	9 421	160 157	16 037	139 354	6 509	11 137
	1996	11 137	157 960	17 120	167 837	6 750	11 630
Lait entier concentré	1992	2 446	51 348	135	43 810	6 288	3 831
	1993	3 831	48 116	100	43 658	4 986	3 403
	1994	3 403	46 364	59	43 364	4 926	1 538
	1995	1 538	52 976	52	41 155	9 842	3 568
	1996	3 568	57 890	840	34 878	20 390	7 030
Lait écrémé en poudre	1992	15 262	53 489	731	29 954	34 052	5 476
	1993	5 476	48 769	4 655	30 949	19 001	9 045
	1994	9 045	59 480	6 467	32 071	32 720	10 201
	1995	10 201	71 044	1 947	30 752	40 154	12 293
	1996	12 293	64 590	3 060	32 923	39 880	7 140

Source: "La revue laitière", numéro de catalogue 23-001, Statistique Canada.

Tableau 2

BILAN DE LA VIANDE PORCINE

Année civile	Stocks de début d'année	Production	Importations destinées à la consommation	Approvisionnement total	Exportations	Stocks de fin d'année	Transformation	Déchet	Consommation apparente
(en tonnes métriques)									
1992	14 124	1 208 924	15 813	1 238 861	295 628	12 767	27 806	96 714	805 946
1993	12 767	1 195 112	22 138	1 230 017	302 952	10 827	27 488	95 609	793 141
1994	10 827	1 231 787	27 251	1 269 865	301 424	15 472	28 331	98 543	826 095
1995	15 472	1 280 769	27 156	1 323 397	356 156	15 572	29 458	102 462	819 749
1996	15 204	1 240 110	38 630	1 293 944	368 900	13 230	28 522	99 209	784 083

Source: "Statistiques du bétail", numéro de catalogue 23-603-UPE, Statistique Canada.

Tableau 3

BILAN DE LA VIANDE DE BOEUF

Année civile	Stocks de début d'année	Production	Importations destinées à la consommation	Approvisionnement total	Exportations	Stocks de fin d'année	Consommation apparente
(en tonnes métriques)							
1992	15 018	855 262	217 840	1 088 120	156 099	14 666	917 355
1993	14 666	822 711	265 748	1 103 125	187 977	23 311	891 837
1994	23 311	861 781	280 707	1 165 799	216 587	30 088	919 124
1995	30 088	888 091	252 177	1 170 356	215 419	25 601	929 336
1996	24 024	950 912	234 817	1 209 753	281 691	22 059	906 003

Source: "Statistiques du bétail", numéro de catalogue 23-603-UPE, Statistique Canada.

Tableau 4

BILAN DE LA VIANDE DE VEAU

Année civile	Stocks de début d'année	Production	Importations destinées à la consommation	Approvisionnement total	Exportations	Stocks de fin d'année	Consommation apparente
(en tonnes métriques)							
1992	395	42 371	3 243	46 009	3 042	643	42 324
1993	643	37 547	3 801	41 991	2 497	647	38 847
1994	647	37 884	5 247	43 778	3 821	1 275	38 682
1995	1 275	40 430	3 578	45 283	4 110	865	40 308
1996	626	37 576	2 470	40 672	4 247	692	35 733

Source: "Statistiques du bétail", numéro de catalogue 23-603-UPE, Statistique Canada.

Tableau 5

BILAN DE LA VIANDE OVINE

Année civile	Stocks de début d'année	Production	Importations destinées à la consommation	Approvisionnement total	Exportations	Stocks de fin d'année	Consommation apparente
(en tonnes métriques)							
1992	2 432	11 013	12 214	25 659	24	2 004	23 631
1993	2 004	10 887	13 520	26 411	79	1 759	24 573
1994	1 759	10 453	14 484	26 696	97	2 800	23 799
1995	2 800	10 052	12 966	25 818	83	2 303	23 432
1996	2 168	10 612	11 264	24 044	78	1 593	22 373

Source: "Statistiques du bétail", numéro de catalogue 23-603-UPE, Statistique Canada.

Tableau 6

BILAN DES CEREALES ET DES OLEAGINEUX

Campagne agricole ^a	Stocks de début d'année	Production	Importations	Approvisionnement total	Exportations ^b	Alimentation et utilisation industrielle ^c	Autre usage au Canada	Consommation apparente	Stocks de fin d'année	Prix moyen (\$/tonne)
(en milliers de tonnes métriques)										
Blé dur										
1991/92	1 567	4 586	0	6 152	3 090	188	668	856	2 206	135,32
1992/93	2 206	2 206	0	5 344	2 279	180	828	1 008	2 057	158,36
1993/94	2 057	3 358	8	5 423	2 903	166	427	817	1 703	228,00
1994/95	1 703	4 689	0	6 392	4 028	153	544	905	1 458	269,00
1995/96	1 463	4 648	5	6 116	3 221	180	737	917	1 978	238,02
Toutes les variétés de blé, sauf le blé dur										
1991/92	8 718	27 360	22	36 101	22 297	1 979	3 966	5 945	7 860	134,14
1992/93	7 860	27 665	23	34 616	18 064	2 078	4 213	6 291	10 136	156,82
1993/94	10 136	23 874	19	34 029	16 401	2 190	5 160	8 214	9 414	164,00
1994/95	9 414	18 433	2	27 849	16 742	2 221	3 775	6 912	4 196	194,00
1995/96	4 216	20 369	15	24 601	12 977	2 270	4 689	6 959	4 665	217,02
Toutes les variétés de blé										
1991/92	10 285	31 946	22	42 253	25 387	2 167	4 634	6 801	10 066	-
1992/93	10 066	29 871	23	39 960	20 343	2 258	5 041	7 299	12 193	-
1993/94	12 193	27 232	27	39 452	19 304	2 356	5 587	9 031	11 117	-
1994/95	11 117	23 122	2	34 241	20 770	2 374	4 319	7 817	5 654	-
1995/96	5 679	25 017	20	30 717	16 198	2 450	5 426	7 876	6 643	-
Orge										
1991/92	2 646	11 617	2	14 265	3 685	334	7 633	7 967	2 614	84,90
1992/93	2 614	11 028	3	13 645	3 013	428	6 934	7 361	3 271	86,50
1993/94	3 271	12 972	8	16 250	4 217	375	7 905	8 657	3 376	90,30
1994/95	3 376	11 690	8	15 074	3 487	356	9 007	9 766	1 820	121,86
1995/96	1 820	13 035	10	14 866	2 826	441	9 851	10 291	1 749	205,49
Maïs										
1991/92	1 534	7 413	198	9 144	986	1 274	5 365	6 639	1 520	101,10
1992/93	1 520	4 883	1 239	7 641	184	1 347	4 861	6 208	1 250	108,90
1993/94	1 250	6 501	561	8 311	493	1 451	5 765	7 239	580	129,60
1994/95	580	7 043	1 074	8 697	359	1 415	6 197	7 635	703	121,80
1995/96	704	7 271	819	8 794	565	1 490	6 259	7 749	480	150,21

Campagne agricole ^a	Stocks de début d'année	Production	Importations	Approvisionnement total	Exportations ^b	Alimentation et utilisation industrielle ^c	Autre usage au Canada	Consommation apparente	Stocks de fin d'année	Prix moyen (\$/tonne)
Avoine										
1991/92	945	1 794	2	2 741	351	65	1 784	1 849	542	103,20
1992/93	542	2 823	3	3 368	776	114	1 790	1 904	689	109,50
1993/94	689	3 549	2	4 240	1 217	100	1 861	2 115	908	105,60
1994/95	908	3 638	4	4 549	1 472	105	2 100	2 338	739	113,50
1995/96	739	2 858	6	3 603	1 264	107	1 822	1 929	411	204,52
Seigle										
1991/92	324	339	0	663	226	82	162	244	193	100,70
1992/93	193	278	0	471	215	76	100	176	81	114,00
1993/94	81	319	0	400	154	67	47	139	107	113,10
1994/95	107	397	0	504	187	53	171	247	70	114,60
1995/96	85	310	0	395	170	73	110	183	41	134,84
Céréales mélangées*										
1991/92	0	618	0	618	0	0	0	618	0	-
1992/93	0	604	0	604	0	0	0	604	0	-
1993/94	0	708	0	708	0	0	0	708	0	-
1994/95	0	626	0	626	0	0	0	626	0	-
Total - Céréales secondaires										
1991/92	5 449	21 781	202	27 431	5 248	1 755	14 944	17 317	4 869	-
1992/93	4 869	19 616	1 245	25 729	4 188	1 965	13 685	16 253	5 291	-
1993/94	5 291	24 049	571	29 909	6 081	1 993	15 578	18 858	4 971	-
1994/95	4 971	23 394	1 086	29 450	5 505	1 929	17 475	19 986	3 332	-
1995/96	2 645	16 202	16	18 863	4 260	619	11 783	12 402	2 201	-
Canola										
1991/92	420	4 224	42	4 664	1 894	1 829	207	2 037	734	274,5
1992/93	734	3 872	112	4 719	1 876	1 913	237	2 151	692	321,6
1993/94	692	5 525	23	6 240	3 347	2 196	325	2 563	330	391,6
1994/95	330	7 233	42	7 604	3 912	2 513	551	3 103	589	414,6
1995/96	589	6 436	97	7 123	2 804	2 753	611	3 394	925	407,50
Graines de lin										
1991/92	345	635	-	993	458	n.c.	n.c.	100	435	199
1992/93	435	337	-	772	436	n.c.	n.c.	85	250	255,9
1993/94	250	627	-	878	605	n.c.	n.c.	119	154	262,6
1994/95	154	960	-	1 114	848	n.c.	n.c.	170	96	308,4
1995/96	101	1 105	1	1 207	842	n.c.	n.c.	193	172	306,54

Campagne agricole ^a	Stocks de début d'année	Production	Importations	Approvisionnement total	Exportations ^b	Alimentation et utilisation industrielle ^c	Autre usage au Canada	Consommation apparente	Stocks de fin d'année	Prix moyen (\$/tonne)
Soja										
1991/92	200	1 460	72	1 743	252	n.c.	n.c.	1 301	189	227,7
1992/93	189	1 455	226	1 871	411	n.c.	n.c.	1 346	114	256,5
1993/94	111	1 851	57	2 019	492	n.c.	n.c.	1 438	90	313,2
1994/95	90	2 251	67	2 408	529	n.c.	n.c.	1 756	123	270,5
1995/96	149	2 293	70	2 512	587	n.c.	n.c.	1 905	20	333,47
Total - Oléagineux										
1991/92	965	6 319	114	7 400	2 604	2 804	633	3 437	1 358	-
1992/93	1 358	5 664	338	7 361	2 723	2 913	669	3 582	1 057	-
1993/94	1 057	7 958	80	9 095	4 440	3 246	850	4 095	559	-
1994/95	574	10 444	109	11 126	5 289	2 513	551	5 029	808	-
1995/96	839	9 834	168	10 842	4 233	2 753	611	5 492	1 117	-
Total - Céréales et oléagineux										
1991/92	16 699	60 046	338	77 084	33 239	6 726	20 211	27 555	16 293	-
1992/93	16 293	55 151	1 606	73 050	27 254	7 136	19 395	27 134	18 541	-
1993/94	18 541	59 239	678	78 456	29 825	7 595	22 015	31 984	16 647	-
1994/95	16 662	56 960	1 197	74 817	31 564	6 816	22 345	32 832	9 794	-

*Les "céréales mélangées" sont considérées comme un résidu.

n.c. Non calculé.

^aLa campagne agricole débute le 1er août et se termine le 31 juillet, sauf pour le maïs et le soja pour lesquels elle débute le 1er septembre et se termine le 31 août.

^bComprend les exportations de dérivés du blé, de l'orge et de l'avoine, mais exclut les exportations de produits oléagineux.

^cLes oléagineux destinés à l'alimentation ou utilisés par l'industrie n'entrent pas dans le total global.

Source: La "Revue des céréales et des graines oléagineuses", numéro de catalogue 22-007-XPB, Statistique Canada.

Tableau 7

BILAN DES FRUITS FRAIS

Produits	Campagne agricole ^a	Production	Importations	Exportations	Transformation	Disponibilité pour consommation en frais
(en tonnes métriques)						
Pommes	1991/92	513 251	91 127	95 344	171 973	337 061
	1992/93	563 954	90 472	74 302	197 165	382 959
	1993/94	488 400	97 038	65 824	164 883	350 389
	1994/95	553 483	102 771	67 570	188 183	444 146
Cerises (douces et acides)	1991/92	10 125	5 870	313	6 159	9 523
	1992/93	10 896	9 926	220	8 198	12 404
	1993/94	9 487	6 524	423	6 428	9 160
	1994/95	13 118	6 542	177	7 793	7 493
Poires	1991/92	19 788	48 266	241	4 799	63 014
	1992/93	21 145	47 132	388	5 924	61 965
	1993/94	18 126	52 000	216	4 089	66 819
	1994/95	15 793	57 270	275	4 253	70 534
Prunes à pruneaux	1991/92	4 644	26 834	11	97	31 370
	1992/93	3 148	28 856	20	120	31 864
	1993/94	2 896	25 566	18	112	28 332
	1994/95	3 879	27 457	57	165	31 115
Pêches	1991/92	33 852	23 718	264	6 182	51 124
	1992/93	39 984	23 187	835	7 572	54 764
	1993/94	38 027	21 726	200	5 581	43 702
	1994/95	37 341	21 439	187	5 057	59 837

^aLa campagne agricole varie selon la culture.

Source: "Importations par marchandise", numéro de catalogue 65-007, Statistique Canada.

"Exportations par marchandise", numéro de catalogue 65-004, Statistique Canada.

"Production de fruits et légumes", numéro de catalogue 22-003-XPB, Statistique Canada.

Tableau 8
HARICOTS SECS

Année civile	Production	Importations	Exportations
(en tonnes métriques)			
1992	73 260	8 211	132 967
1993	111 807	10 918	79 770
1994	135 265	9 543	122 178
1995	200 400	10 568	119 490
1996	117 700	18 830	169 320

Note: Les données relatives à la production proviennent du Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Les haricots secs comprennent notamment les haricots mungo; les haricots grain de riz ou adzuki; les haricots ronds blancs; les haricots communs ainsi que les féveroles à gros grains et à grains moyens.